Subsides

Après avoir écouté les discours de cet après-midi et entre autres celui du député néo-démocrate, j'ai constaté qu'il faut bien mal connaître les intentions de l'Union Soviétique ou être parmi ses complices pour parler comme le député de Greenwood (M. Brewin) l'a fait cet aprèsmidi, alors qu'il avouait candidement que l'entente NORAD n'avait plus sa raison d'être, parce que l'URSS n'est plus menaçante aujourd'hui. Or, je dirai, monsieur le président, que l'URSS est plus menaçante que jamais dans toute l'Amérique du Nord. Nous savons par exemple que plus l'URSS est silencieuse, plus elle présente une patte de velours, plus elle se prépare à sauter sur sa victime endormie. Quand nous songeons à sa conquête des pays slaves, qui s'est terminée par le pacte de Varsovie, quand nous visitons l'Allemagne et quand nous marchons le long du mur de Berlin d'une longueur de 35 milles, coupant la ville en deux, ne comportant qu'une seule porte, et cela au XXº siècle, dans l'ère de l'aéronautique et des systèmes de transport électronique, c'est inimaginable pour quelqu'un qui ne l'a pas vu. Aujourd'hui, n'osant s'attaquer à l'Amérique du Nord, comme elle l'a fait à ses pays satellites par crainte des États-Unis, elle fait la guerre psychologique et tactique en feignant de se porter défenderesse des pays entourant l'Amérique du Nord. Vous l'avez vue à Cuba, en Chine, au Vietnam, en Egypte, vous la verrez encore ailleurs dans l'espoir qu'un jour tous ses missiles seront pointés vers l'Amérique dans toutes les directions.

Je ne veux rien prophétiser, monsieur le président, mais je constate tout simplement ce que je vois et que tous peuvent vérifier. Les députés qui lisent les journaux ont bien pris connaissance de la série de satellites Cosmos soviétiques lancés avec une seule fusée, annoncés par l'agence TASS. Ces fusées font le tour du globe en 115 minutes. Je crois plus que jamais qu'il faut être vigilant pour protéger adéquatement, non seulement notre pays, mais le continent nord-américain.

Je lisais avec beaucoup d'intérêt la déclaration du ministre de la Défense nationale devant le comité permanent de la défense nationale, le 1er mai 1975, sur les nouvelles limites territoriales de NORAD. On peut y lire:

L'établissement de nouvelles limites territoriales du NORAD au Canada et aux États-Unis aurait pour résultat d'assurer le contrôle par chacun des pays de son propre espace aérien.

Depuis la création de NORAD en 1958, les limites des régions de défense aérienne chevauchaient la frontière internationale; la surveillance et le contrôle étaient exercés par les deux pays-membres.

En vertu du nouvel accord, le Canada sera divisé en deux zones géographiques à peu près égales en superficie, qui seront dotées chacune d'un centre régional de contrôle opérationnel, établi sur le territoire canadien. Un nouveau centre de contrôle, dont le coût incluant l'équipement sera de l'ordre de 25 millions de dollars, doit être établi près d'Edmonton (Alberta). L'autre est déjà en opération à North Bay (Ontario).

Chacun des deux centres de contrôle disposera d'un personnel de quelque 250 membres. Le début des travaux au centre d'Edmonton ainsi que le choix des équipements pour les deux centres s'effectueront l'an prochain. Des ordinateurs y seront utilisés pour détecter, identifier et contrôler les aéronefs qui pénètrent dans l'espace aérien canadien.

Depuis 1958, et principalement au cours des années 60, alors que j'accompagnais le comité aux quartiers généraux de NORAD à Colorado Springs, centre nerveux de toute notre défense continentale, j'étais quelque peu inquiet en constatant que les autorités militaires américaines avaient la haute main sur tout notre système de défense. Après 17 ans, le ministre a décidé de prendre plus de responsabilités et d'agir davantage comme un pays indépendant avec son partenaire américain.

En plus du nouveau centre de contrôle de l'Alberta, nous aurons au Nouveau-Brunswick un appareil photographique Baker-Nunn, près de Chatham. Cet appareil fournira des renseignements au Système de détection et de dépistage du NORAD situé à Colorado Springs. Je crois que c'est un pas dans la bonne voie de notre protection aérienne nord-américaine.

En ce qui a trait à l'OTAN, qui fut créée en opposition au Pacte de Varsovie, plusieurs de mes concitoyens se demandent pourquoi maintenir encore plus de 3,000 soldats cantonnés en Europe. Bien sûr, nos électeurs ne ressentent pas la nécessité de cette armée européenne au même niveau que celle œuvrant à l'intérieur du pays, tout comme beaucoup s'interrogent sur notre présence militaire à Chypre, en Corée et ailleurs.

Je suis heureux que nous continuions à coopérer pour la paix dans les pays qui réclament notre présence, mais je me pose de sérieuses questions sur les agissements de la France qui a retiré ses troupes de l'OTAN. On dira qu'en principe elle fait encore partie de l'Organisation; mais je suis certain que si tous les pays ne se fondaient que sur les principes quand il s'agit de défense, nous serions engloutis sous nos propres principes. On dit que le gouvernement français ne veut plus servir de coussin à une nouvelle attaque et qu'il préfère assurer sa propre défense. Voilà des propos assez sérieux et qui devraient nous porter à réfléchir.

Quand je regarde en arrière, je ne suis pas prêt à condamner les autorités françaises qui, lors de la dernière guerre, ont eu plus que leur part. Et je me demande si la lenteur des pays alliés à venir en aide n'y est pas pour quelque chose. Et conséquemment, c'est peut-être la lenteur des prises de décisions à l'OTAN qui fait perdre quelque peu confiance à la France. En effet, dans certains domaines, même si nous maintenons nos troupes, nous constatons que plusieurs armements ou outils militaires sont d'un autre âge.

A certains moments, principalement quand j'y suis allé en visite, je me demandais si nos militaires n'étaient pas là comme des gardiens de musée. Heureusement, le ministre, dans sa déclaration, fait renaître en nous de nouveaux espoirs de modernisation, sans quoi notre armée ne serait plus que du folklore canadien en Europe. Le ministre a dit que le budget de la défense a augmenté, mais je lui ferai remarquer que le gros de l'augmentation est principalement imputable à la hausse des salaires. Le ministre parle aussi de la qualité de nos militaires; nous n'avons jamais douté de la qualité de nos militaires. Mais il ne sert à rien de crier qu'un militaire canadien vaut cinq militaires russes, le principal c'est qu'il soit aussi bien outillé que le Russe.

C'est un peu comme dans le hockey; on ne cesse de répéter que nous avons les meilleurs athlètes au monde, mais ceci ne nous empêche pas de nous faire servir de magistrales leçons par les Russes. Que la leçon nous serve au moins dans le secteur militaire.

J'attire aussi l'attention du ministre sur les dépenses inutiles, quand ce n'est pas tout simplement du coulage, comme l'a fait remarquer mon collègue d'Abitibi (M. Laprise). Je sais que pour le ministre c'est un sujet épineux qui le préoccupe par-dessus tout. Mais ceci ne doit pas l'empêcher de redoubler de prudence. Nos forces militaires, tant celles de mer, que de terre et de l'air, qui ont le devoir d'assurer la souveraineté du Canada, d'aider les autorités civiles à veiller au contrôle et à la sécurité du territoire national, de collaborer avec les forces américaines à la défense conjointe de l'Amérique du Nord, de coopérer au maintien de la paix en Europe et ailleurs,